



**mouvement
écologique**



Monsieur le Premier ministre
Luc Frieden

Luxembourg, le 11 février 2026

Objet : Conseil de l'Europe – Face aux défis industriels, renforcer la transition plutôt que céder à la dérégulation

Monsieur le Premier ministre,

Nos organisations se permettent de vous contacter en vue des discussions européennes sur la compétitivité industrielle, lors du Conseil de l'Europe en date du 12 février.

Selon les informations connues en public, il semble qu'une remise en cause des réglementations environnementales européennes est à l'ordre du jour. Nous souhaitons attirer votre attention sur les risques majeurs qu'une telle décision ferait peser sur l'avenir industriel de l'Union. A cet effet, nous nous permettons de vous transmettre cette lettre de *Climate Action Network Europe*.

En effet, les difficultés actuelles de l'industrie européenne sont réelles, mais elles ne trouvent pas leur origine dans les règles environnementales. Affaiblir ce cadre reviendrait à accroître l'incertitude pour les investisseurs, à renforcer la dépendance aux énergies fossiles et à exposer durablement les citoyens et les entreprises à la volatilité des prix de l'énergie et aux impacts du changement climatique et de la perte de biodiversité.

Au-delà des enjeux européens, l'affaiblissement de ces règles entraînerait également des conséquences graves en matière de justice climatique et environnementale à l'échelle mondiale. L'Union européenne a une responsabilité particulière vis-à-vis des communautés et

des pays du Sud Global, qui contribuent le moins au changement climatique mais en subissent déjà de manière disproportionnée les impacts.

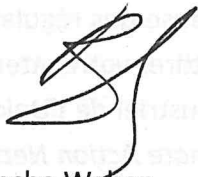
Dans ce contexte nous avons apprécié que vous ayez relevé dans votre discours lors de la Conférence européenne à l'Ecole d'administration publique John F. Kennedy de l'Université de Harvard que c'est justement l'excellence au niveau du développement durable qui est un pilier clé de l'Europe et de notre système économique.

Nous soutenons pleinement les demandes formulées dans le document joint et appelons le gouvernement luxembourgeois à s'engager clairement, au niveau européen, pour le maintien d'un cadre réglementaire robuste et prévisible, ainsi que pour une politique industrielle orientée vers l'investissement, l'innovation et la création de marchés pour les produits bas carbone et circulaires.

Sur la base de ces constats, nous appelons au gouvernement luxembourgeois de continuer à s'engager pour une politique climatique ambitieuse, des régulations permettant de protéger les consommateurs et l'environnement, ainsi qu'une politique qui soutient nos industries dans leur transition, pour assurer leur compétitivité aujourd'hui et demain.

Nous souhaitons également souligner que des démarches de dérégulation unilatérales, menées au nom d'une compétitivité de court terme, risquent d'affaiblir la confiance dans les instances démocratiques, de fragiliser la cohésion sociale et de compromettre l'intérêt général. À l'inverse, des standards européens clairs, transparents et fondés sur les droits humains sont un levier essentiel pour favoriser la coopération, la stabilité et une prospérité durable au service des communautés en Europe et au-delà.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de notre haute considération.



Blanche Weber

Présidente (MECO)



Richard Graf

Administrateur (ASTM)



Marc Krier

Coordinateur de projets (MECO)



David Hoffmann

Responsable du plaidoyer politique (ASTM)

Copie à :

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Xavier Bettel

Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, Lex Delles

Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, Serge Wilmes

